

Note de synthèse

Mauritanie : Sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages suite à la sécheresse et la hausse des prix des produits alimentaires

Juillet 2012

Faits saillants du FSMS de juillet 2012

- Malgré les interventions du Gouvernement et de la communauté humanitaire pour faire face à la crise de sécheresse, près du tiers (32,3%) des ménages mauritaniens souffrent d'insécurité alimentaire; ce taux est le plus élevé jamais enregistré en Mauritanie. 12,1% des personnes sont en insécurité alimentaire sévère contre 8% en juillet 2011 ;
- Près de 1 million de personnes dont près de 800 mille en milieu rural et 200 mille en milieu urbain sont affectées à des degrés variables par cette situation ; près de 400 mille personnes souffrent d'insécurité alimentaire sévère contre moins de 280 mille l'année passée à la même période ;
- En plus des régions du Sud et de l'Est dans lesquelles les niveaux d'insécurité alimentaires ont pu être plus ou moins contenus à leurs niveaux passés (élevés), de nouvelles régions ont connu un fort accroissement des taux d'insécurité alimentaire. Il s'agit du Trarza, de la zone Nord (Inchiri, Adrar, Tiris Zemmour) et du Tagant ;
- Les justifications de cet important accroissement des taux d'insécurité alimentaire malgré les interventions du Gouvernement et de la communauté humanitaire sont à trouver d'abord dans le fait que les **interventions humanitaires n'ont pas concernées certaines régions** qui par le passé n'étaient pas très vulnérables à l'insécurité alimentaire (sous dimensionnement géographique de la crise dès le départ), ensuite **ces interventions ont connu du retard** dans leur mise en œuvre (les ménages ont épuisé toutes les stratégies pour faire face à la crise avant de commencer à recevoir en avril-mai les premières assistances). Enfin, dans les zones qui ont bénéficiées d'une assistance alimentaire, le **manque de diversité de la consommation alimentaire** en particulier l'absence de légumineuses (niébé) et de protéines animales couplée avec l'épuisement des ressources des ménages se sont traduits par un appauvrissement de la diète.
- Un système de suivi plus rapproché dans le temps aurait vraisemblablement permis de se rendre compte plus tôt de l'impact négatif des dérapages ci-dessus qui auraient pu être corrigés dans le cas où des ressources supplémentaires auraient pu être mobilisées.
- La bonne pluviométrie jusqu'en fin Aout 2012 pourrait permettre de remédier en partie aux problèmes d'alimentation du bétail et assurer une relative bonne production agricole si les intrants sont rendus disponibles à temps. Néanmoins, les importantes pertes de bétail ont probablement réduit la résilience des ménages qui restent confrontés à des prix élevés des produits alimentaires (locaux et importés).
- Vu l'érosion du pouvoir d'achat des populations et l'expansion de l'insécurité alimentaire dans le pays, il serait nécessaire de poursuivre les interventions humanitaires et de les compléter par des programmes de relèvement. Ceci pourrait permettre d'éviter que tout nouveau choc puisse entraîner que la situation se dégrade encore davantage.

Contexte et objectifs

La Mauritanie est un pays dont la production agricole est structurellement déficitaire et ne couvre annuellement qu'environ 30% de ses besoins alimentaires. Le pays est confronté à des cycles répétés de sécheresse et à une dégradation des ressources naturelles affectant structurellement et profondément les capacités productives des populations. Du fait de ce contexte particulier, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales et urbaines y est grandement tributaire de la situation agropastorale et des fluctuations des prix mondiaux des produits de base.

Le Sahel a été affecté cette année par une sécheresse qui, en Mauritanie, s'est traduite par une baisse de la production agricole de plus de 50% par rapport à la moyenne des 5 dernières années, d'importantes pertes de bétail dues à la raréfaction du pâturage et à l'assèchement des points d'eau. Comme conséquence sur le plan humain, les taux d'insécurité alimentaire des ménages ont fortement progressé, atteignant près de 25¹% en période post-récolte alors que par le passé ces taux avoisinaient 10% en cette période de l'année. Les causes de cette augmentation de l'insécurité alimentaire sont de trois ordres : **(i) la baisse de l'autoconsommation ; (ii) La baisse des revenus des ménages (iii) La hausse des prix des céréales locales et des produits alimentaires importés.** La combinaison de ces trois facteurs a entraîné une baisse du pouvoir d'achat des ménages ruraux et urbains et donc, une forte limitation de l'accès de la population à la nourriture. Face à cette situation, le Gouvernement a mis en place un programme d'urgence dénommé Plan EMEL (espoir) pour venir en aide aux populations les plus démunies. Ce programme a reçu l'appui de toute la communauté humanitaire.

En janvier 2012, la Mauritanie a subi un second choc majeur avec l'arrivée massive de réfugiés en provenance du Nord du Mali. Au mois de juillet 2012, plus de 90 000 personnes avaient traversé la frontière. Ces personnes se sont installées dans le Hodh Echargui, région de la Mauritanie déjà lourdement affectée par la sécheresse.

Afin d'évaluer l'évolution de la situation et conformément au système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages - appelé plus communément FSMS (Food Security Monitoring System), un nouveau round de collecte de données sur la sécurité alimentaire des ménages a été conduit. Pour la première fois, cette enquête a été conduite conjointement et sur le même échantillon avec l'enquête SMART menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF sur l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois. La collecte conjointe des données s'est étalée du 24 juin au 16 juillet, période de temps appartenant à celle dite de soudure.

Méthodologie de collecte de données

Le système de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS) permet de mesurer l'évolution de la situation socioéconomique afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles sur la sécurité alimentaire des populations. Ce système permet aussi d'alerter les décideurs sur le choix des actions à prendre dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en fournissant des informations saisonnières sur la sécurité alimentaire des populations dans le pays.

La collecte des données a concerné 11 strates géographiques couvrant l'ensemble du pays. Les trois wilayas du nord (Adrar, Tiris Zemmour et Inchiri) ont été regroupées en une seule strate. Au total 306 localités ont été visitées pour un échantillon de 6 717 ménages aussi bien en milieu urbain que rural. Un sondage à deux degrés permettant de tirer au premier degré des Districts de Recensement (DR) proportionnellement à leur taille en nombre de ménages et au second degré de sélectionner les ménages selon un tirage systématique par la méthode des itinéraires a été utilisé. Le tirage au premier degré a été effectué par l'ONS qui a mis à disposition les cartes des DR à enquêter.

Les principaux indicateurs suivis par le FSMS et la SMART sont le score de consommation alimentaire (FCS), les stratégies de survies (CSI "réduit"), la malnutrition aigüe, l'insuffisance pondérale et le retard de croissance.

Principaux résultats

Les taux d'insécurité alimentaire ont atteint des niveaux record

En juillet 2012, plus de 32,3% de la population mauritanienne est en insécurité alimentaire. Cette insécurité alimentaire a fortement progressé cette année par rapport à son niveau au cours des cinq dernières années en particulier par rapport à juillet 2011 où 21,1% des ménages en Mauritanie étaient alors considérés en insécurité alimentaire. La progression de l'insécurité alimentaire constatée sur un an est donc de +53%.

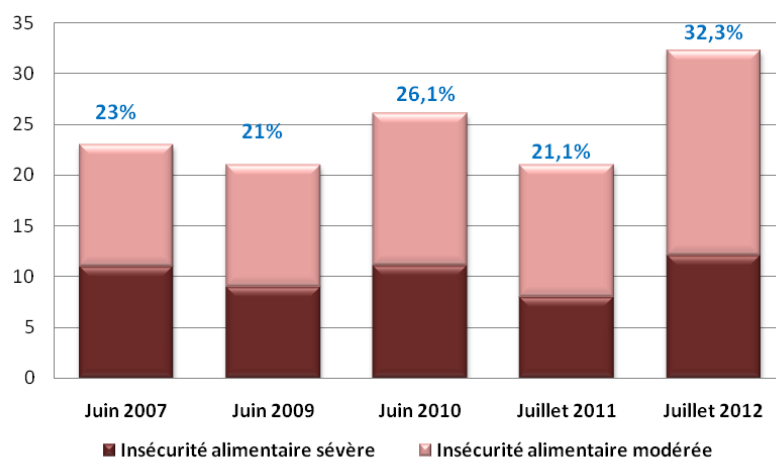
Le taux d'insécurité alimentaire actuel dépasse même le niveau le plus élevé connu de mars 2008 qui était de 29% (année de hausse exceptionnelle des prix des produits alimentaires sur le marché international). Cette importante progression, jamais observée depuis la mise en place du système de suivi de la sécurité alimentaire en Mauritanie résulte autant des augmentations en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, le taux d'insécurité alimentaire qui était de 27,8% en milieu rural en juillet 2011 est dorénavant passé à 41,5% (soit une progression de près de 50%). Désormais, 16,2% des ménages ruraux souffrent d'insécurité alimentaire sévère et 25,3% d'insécurité alimentaire modérée.

¹ FSMS- CSA/PAM Décembre 2011

Dans les zones urbaines, le taux d'insécurité alimentaire a pratiquement triplé, passant de 3,8% en juillet 2011 à 10,2% en juillet 2012. Même si ces taux urbains sont relativement plus faibles que ceux du milieu rural, ils concernent un nombre beaucoup plus grand de personnes.

En conséquence, il est donné de constater que toute la population du pays a été lourdement touchée par la crise et qu'un glissement généralisé du pays vers l'insécurité alimentaire s'est produit pour la première fois.

Evolution du taux d'insécurité alimentaire en période de soudure



Source: Enquêtes CSA/PAM

Près d'un million de personnes sont en insécurité alimentaire

Au mois de juillet 2012, près d'un million² de personnes étaient en insécurité alimentaire aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. La crise est plus marquée dans les zones rurales où près de 800 000 personnes sont affectées dont 310 000 sont en insécurité alimentaire sévère et 480 000 en insécurité alimentaire modérée.

En milieu urbain, on estime que plus de 200 000 personnes sont en insécurité alimentaire (80 000 personnes en insécurité alimentaire sévère et 123.000 en situation modérée).

Pour la première fois, l'insécurité alimentaire s'étend un peu partout dans le pays (sud ouest, centre et nord du pays).

Les zones traditionnellement vulnérables de l'Est et du Sud Est du pays sont celles qui sont les plus affectées par l'insécurité alimentaire en juillet 2012. Ainsi, les taux les plus élevés ont été observés dans les Wilayas du Hodh Echarghi (55,4%), Guidimagha (51,0%), Hodh El Garbi (46%) et Tagant (45,2%). L'Assaba et le Gorgol enregistrent des taux d'insécurité alimentaire similaires à ceux de juillet 2011 avec respectivement 42% et 31% des ménages ayant une alimentation peu fréquente et non diversifiée.

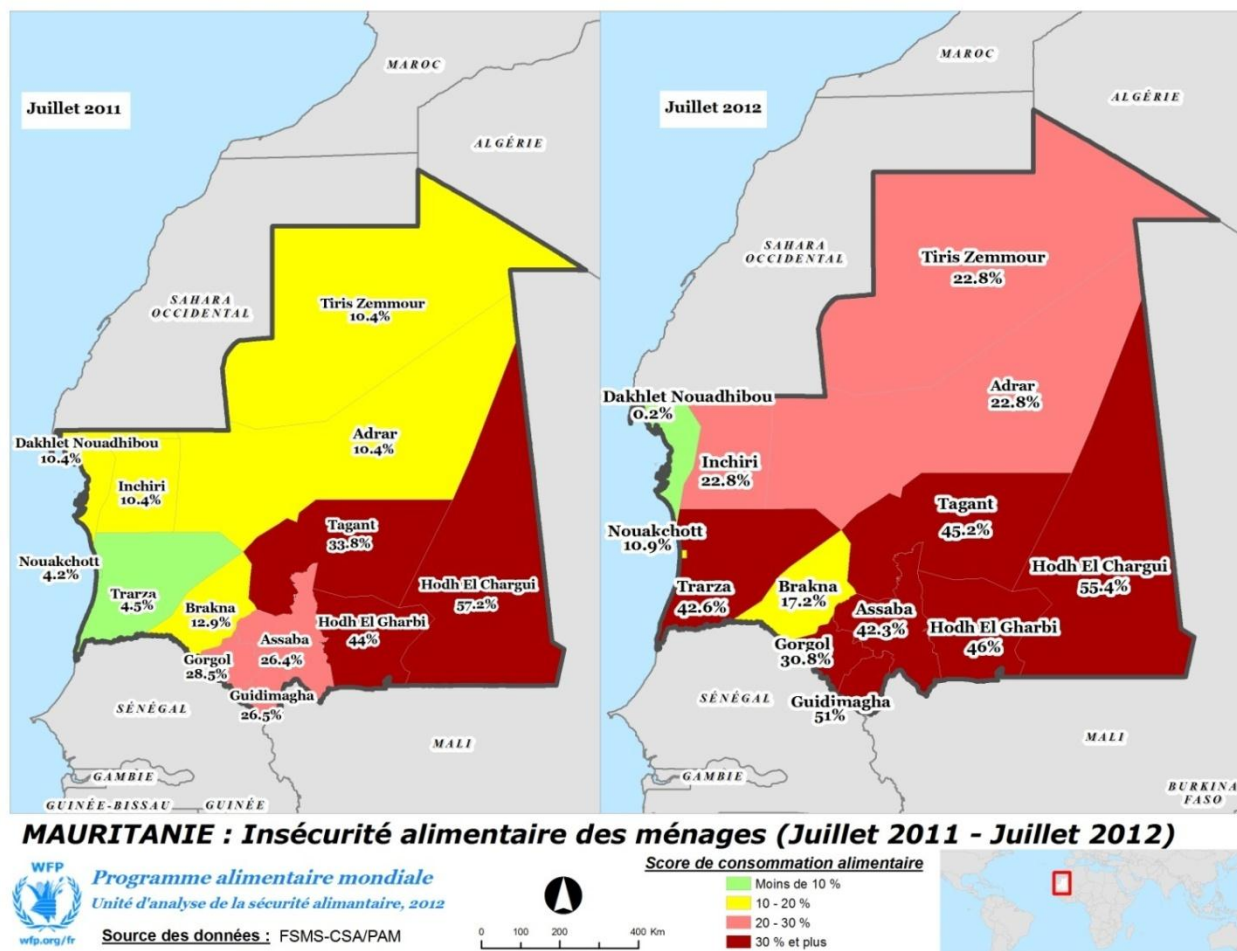
L'un des faits marquants des résultats de ce round du FSMS est l'accroissement substantiel de l'insécurité alimentaire dans de nouvelles régions telle que par exemple celle du Trarza. En effet, le taux d'insécurité alimentaire est passé de 4,5% en juillet 2011 à presque 43% en juillet 2012. Le non retour des pasteurs transhumants depuis l'année dernière et l'inexistence de revenu issu de la vente des animaux semblent avoir lourdement affectés les ménages de cette région qui de surcroît n'ont pas bénéficié des programmes d'assistance gratuites. La même situation existe aussi dans les régions du Nord du pays (à l'exception de Nouadhibou) où les taux d'insécurité alimentaire sont passés de 10,4% à presque 23% en une année.

Comme constaté lors du FSMS de décembre 2011, le Brakna se distingue une nouvelle fois avec un taux d'insécurité alimentaire qui dépasse de peu 17% (contre 12,9% en juillet 2011) faisant de cette région celle qui enregistre l'un des taux les plus faibles avec la région de Dakhlet-Nouadhibou (moins de 1%).

Il est important de noter que les régions de l'Ouest et du Nord du pays qui enregistraient des taux d'insécurité alimentaires relativement peu élevés par le passé n'ont pas bénéficié du même niveau d'assistance dans le cadre de cette crise. Les interventions se sont prioritairement concentrées sur les régions du pays connues pour être le foyer de l'insécurité alimentaire (Sud et Est du pays). Cependant, même dans les zones d'interventions, des augmentations importantes des taux d'insécurité alimentaire ont été constatées dans le Guidimagha, l'Assaba et le Tagant. Le cas spécifique du Tagant peut se comprendre par le fait qu'hormis le Gouvernement, la communauté humanitaire ne soit intervenue que marginalement dans cette région. Par contre pour les deux premières régions et pour les autres ayant bénéficié d'une assistance alimentaire importante tant de la part du Gouvernement que de la communauté humanitaire, les justifications de ces taux

² Il faut préciser que ces chiffres rejoignent les estimations faites par Save The Children et ACF au mois d'avril 2012 par la méthode HEA.

élevés d'insécurité alimentaire sont à trouver entre autre dans le retard accusé lors de la mise en œuvre des interventions ainsi sans doute qu'à un épuisement trop rapide des ressources et stratégies des ménages.



Un régime alimentaire des ménages très déficitaire

Les taux d'insécurité alimentaire élevés constatés au cours de cette enquête, traduisent davantage un problème de diversité de la consommation alimentaire qu'une situation d'absence totale de nourriture. En effet, malgré le fait que 95% des ménages maintiennent une cadence d'au moins deux repas par jour comme par le passé, leur consommation alimentaire se limite essentiellement aux céréales (blé et riz), à l'huile et au sucre (produits reçus de l'assistance alimentaire ou disponibles dans les boutiques de solidarité et les SAVS). Au mois de juillet 2012, 24% des ménages avaient une consommation alimentaire qui se limitait à la bouillie de céréales ou de couscous préparé avec de l'eau et du sucre. Par ailleurs il est noté un accroissement important de la consommation du blé et de ses produits dérivés au dépend des céréales traditionnelles quasiment inexistantes sur les marchés. De plus, il est donné de constater que les sous produits animaux (viande et lait) ainsi que les légumineuses sont dorénavant quasiment absents des repas des ménages en insécurité alimentaire.

En fait, ce sont les produits alimentaires rendus disponibles et accessibles grâce aux différentes activités du programme EMEL 2012 qui constituent l'essentiel de la consommation des ménages en insécurité alimentaire. Si le programme EMEL n'avait pas été lancé il est évident que le pays aurait connu une situation désastreuse. Ce programme a permis de contenir la crise alimentaire en évitant la famine, notamment, grâce une forte disponibilité de certaines denrées de base notamment (céréales, huiles et sucre). L'apport en produits complémentaires protéiniques est cependant resté trop limité et l'érosion du pouvoir d'achat des ménages ne leur a pas permis de pouvoir en acquérir. Cette absence de diversité de la consommation alimentaire a touché en particulier les enfants de moins de 5 ans ce qui pourrait à terme affecter leur état nutritionnel. Ainsi, dans plus de 73% des ménages enquêtés, les enfants de moins de 5 ans partagent les mêmes repas familiaux et donc les mêmes produits alimentaires que ceux dont se nourrissent les adultes.

Une situation nutritionnelle précaire

Le taux de la malnutrition aigüe globale (MAG) reste dans la même tendance que les années passées et ceci malgré les importantes interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui ont été menées cette année pour lutter contre la crise. Selon les résultats de l'enquête SMART menée en Juillet 2012, le taux national de malnutrition aigüe globale (MAG) pour les enfants appartenant à la tranche d'âge 6 à 59 mois est de 11,8% et dépasse le seuil d'alerte de l'OMS qui est de 10%. 1,5% des enfants souffrent de la forme sévère de la malnutrition aigüe.

Les régions du Tagant, Assaba, Brakna, Hodh Echargui ont des taux de malnutrition aigüe globale (MAG) au dessus du seuil d'urgence de 15%.

Par rapport à 2011, les régions du Tagant et de Hodh Echarghi sont celles qui ont nouvellement dépassé le seuil d'urgence. La faiblesse des interventions nutritionnelles dans le Tagant et l'afflux de réfugiés dans le Hodh Echargui dans une zone déjà affectée par la crise de sécheresse et la raréfaction des ressources sont certainement des éléments d'explication de la progression défavorable des indicateurs nutritionnels dans ces régions. En revanche, il apparait que la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans semble s'être quelque peu améliorée dans le Guidimagha et le Gorgol. Ceci peut s'expliquer du fait d'une importante concentration d'activités de lutte contre la malnutrition dans ces régions.

Les taux de malnutrition chronique et d'insuffisance pondérale sont respectivement de 23,2% et 20% au niveau national et restent dans les tendances des années passées. Les résultats de l'enquête SMART de 2012 aussi montrent que dans l'ensemble du pays, près des 74% des enfants de moins de 5 ans sont touchés par l'anémie. Un régime alimentaire déficient en éléments nutritifs tel que le fer (trouvé par exemple dans la viande et des légumineuses) a certainement contribué à ce problème sanitaire chez les enfants.

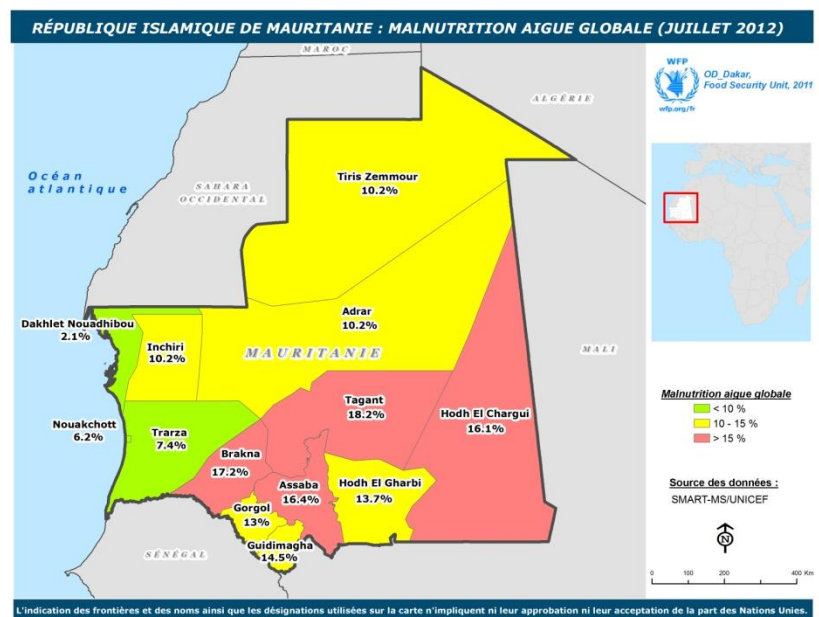
Une analyse conjointe des données de sécurité alimentaire et de nutrition est en cours et permettra d'avoir une première compréhension de l'évolution de ces deux phénomènes à l'échelle nationale.

Causes et manifestation de l'insécurité alimentaire

L'accroissement global des taux d'insécurité alimentaire (passant de 21% à 32% en un an) résulte de deux facteurs principaux : (i) un manque de **disponibilité** de certains produits alimentaires permettant d'assurer une diversification de la consommation ; (ii) des difficultés **d'accès** à l'alimentation à cause de **l'épuisement de toutes les stratégies des ménages**, du **manque de pouvoir d'achat résultant de l'effet conjugué d'un manque de revenu et de prix élevés** des produits alimentaires.

La grande majorité des ménages sont en insécurité alimentaire du fait de la faible diversité de leur consommation alimentaire résultant du manque de disponibilité de certains types d'aliments. En effet, les interventions du Gouvernement et de la communauté humanitaire pour faire face à la crise de sécheresse ont permis de combler le déficit céréalier de la campagne agricole 2011/2012. Cependant, les autres produits alimentaires comme le niébé (les légumineuses de façon générale), le lait et les protéines animales en général (y compris la viande et le poisson) n'ont pas été disponibles. De fait, l'alimentation des populations en milieu rural, en période de soudure, repose essentiellement sur la consommation des légumineuses (niébé) comme substitue des sous produits d'animaux (viande et lait) moins disponibles en cette période. Or, à cause des mauvaises récoltes de l'année passée, le niébé s'est raréfié sur les marchés entraînant une flambée de prix de

Mauritanie : Malnutrition Aigüe Globale chez les enfants de 6 à 59 mois- Juillet 2012



cette légumineuse (son prix a quadruplé sur certains marchés du Sud où on pouvait encore en trouver). Comme conséquence, la consommation de ce produit a chuté par rapport à son niveau habituel en période de soudure. Ainsi, l'absence de ces produits sur les marchés a contraint certains ménages à consommer presque tous les jours³ les seuls produits disponibles que sont les céréales, le sucre et l'huile. Même parmi les céréales, les disponibilités, les plus importantes ne concernent que le blé et le riz. Les autres céréales traditionnelles comme le sorgho, le mil et le maïs sont restées introuvables dans bien des marchés.

De plus, les pertes de bétail et le mauvais état des animaux, accentués par la faiblesse des revenus des ménages ont entraîné à la baisse les niveaux de consommation et d'autoconsommation de la viande et du lait déjà généralement faibles en cette période de l'année.

Par ailleurs, il faut rappeler que les interventions du Plan EMEL n'ont pas concernées toutes les régions du pays. En particulier celles qui dans le passé n'avaient pas des taux d'insécurité alimentaire très élevés n'ont reçu que certains programmes gouvernementaux. Les ménages de ces régions se sont approvisionnés en produits alimentaires soit dans les boutiques de solidarité soit sur les marchés locaux. **L'accessibilité** à la nourriture a été **réduite** par plusieurs facteurs dont les plus importants sont présentés ci-après :

- Les ménages ont été confrontés à des pertes de leurs revenus habituellement tirés de l'agriculture et de ces activités connexes : 56% des ménages interrogés estiment avoir connu des pertes de revenus liées à ces activités ;
- Les importantes pertes de bétail dans certaines zones du pays (54% des ménages en milieu rural signale des pertes de bétail) n'ont pas permis aux ménages d'utiliser la stratégie dont ils usent habituellement en période de soudure et qui consiste à vendre quelques unes de leurs têtes de bétail pour être en mesure d'acquérir la nourriture leur permettant de subsister jusqu'à la prochaine récolte ;
- Les ménages dans certaines zones du pays ont consacré une part plus grande de leurs revenus pour l'entretien de leur bétail (30% des ménages en milieu rural), en particulier par l'achat d'aliment de bétail (à prix subventionnés ou non) et ceci, bien souvent au détriment de l'alimentation du ménage ;
- La disponibilité globale des produits alimentaires pourrait avoir été réduite dans certaines régions accentuant les difficultés des ménages à accéder à une nourriture adéquate ;
- Les transferts d'argent en provenance des migrants saisonniers ont connu une baisse cette année à cause du nombre important de personnes qui se sont présentées dans les centres urbains à la recherche d'emploi. Cet accroissement de l'offre de main d'œuvre non qualifiée s'est traduit par une diminution des salaires et une réduction du temps de travail (11% des ménages) ;
- Les prix des produits alimentaires importés sont restés quasiment à leurs niveaux élevés de 2011 (en moyenne sur le premier semestre : +7% pour le blé, +12% pour le riz importé, +4% pour l'huile, +2% pour sucre) ;

Recommandations :

1. Intensifier les programmes de prévention et de prise en charge de la malnutrition aigüe ;
2. Continuer les programmes d'assistance (SAVS, Cash, DGV et boutiques de solidarité) dans les zones déjà couvertes et les étendre dans les meilleurs délais possibles aux zones du pays non couvertes jusqu'à présent et qui font face à l'insécurité alimentaire ;
3. Assurer une plus grande disponibilité et un accès facile à des produits alimentaires protéiniques (haricot, petits poids, viande, poisson, produits laitiers...) ;
4. Permettre la réussite de la campagne agricole en cours grâce à la mise à disposition en quantité suffisante d'intrants agricoles (semence, engrais) et la remobilisation des agriculteurs ;
5. Mettre en place un plan de sortie de crise visant à réhabiliter les moyens d'existence des agriculteurs et des éleveurs (mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA), distribution de femelles reproductrices pour la reconstitution du petit élevage de case, etc....) ;
6. Mettre en place un suivi rapproché de la situation alimentaire des ménages (bimestrielle) pour être en mesure d'identifier toute dégradation subite de cette situation et d'essayer d'intervenir en conséquence.

³ Il faut rappeler que le score de consommation alimentaire mesure la fréquence et la **diversité** de la consommation alimentaire d'un ménage avec un poids prépondérant à la diversité et à certains groupes d'aliments alimentaire comme les protéines animales et végétales dans le calcul de l'indice.